

Terrorisme / lutte: Le rapport du président Bouteflika contient plusieurs propositions



ADDIS-ABEBA – Le rapport du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, en tant que Leader de l'Union africaine (UA) sur cette question qui vient d'être adoptée par le 32ème Sommet de l'UA contient plusieurs propositions visant notamment "à renforcer" les efforts du continent pour lutter contre la menace terroriste, a indiqué dimanche à Addis-Abeba, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.

"Cet important rapport, présenté par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, contient une série de propositions qui ont été adoptées par les Chefs d'État de l'Union africaine, lesquels ont félicité le président de la République pour le contenu de ce rapport, en ce qu'il comprend des mesures visant à renforcer les efforts du continent pour lutter contre la menace terroriste qui pèse sur nos pays, notamment en ce qui concerne le phénomène du retour des combattants terroristes étrangers", a-t-il ajouté lors d'un point de presse, en marge du sommet africain.

Il a souligné que la décision du Sommet adoptée sur la base de ce rapport, les Chefs d'État et de Gouvernement "ont instruit la Commission de l'Union africaine de poursuivre ses efforts pour mettre en œuvre les mesures contenues dans le rapport du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, en attendant ses prochains rapports".

"En plus de cet acquis, il convient de relever avec fierté l'élection de notre pays à une écrasante majorité (48 voix sur 52), en tant que membre du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine pour un mandat de trois ans débutant cette année", s'est-il réjoui.

Les dirigeants africains ont également abordé d'autres questions "importantes et stratégiques" pour le continent africain, pour l'organisation continentale ainsi que pour les États membres, lors de ce sommet.

Il s'agit notamment de la réforme financière et institutionnelles de l'Union africaine, ainsi que le thème de l'année en cours sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées internes, sur lesquels "l'Algérie a fait savoir sa position, en particulier sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes du phénomène, notamment les crises et les conflits, les catastrophes naturelles et les lacunes en matière du développement économique et social", a rappelé le chef de la diplomatie algérienne.